

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205448]

**28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2020/02 - (sous-bassins hydrographiques concernés : Amblève, Dendre, Dyle-Gette, Escaut-Lys, Meuse aval, Ourthe et Vesdre)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre Ier du Code de l'Environnement, articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, articles D.216 à D.218 et R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (M.B. du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 24 janvier 2013 (M.B. du 12 février 2013), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018) et du 27 août 2020 (M.B. du 21 septembre 2020);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 21 décembre 2017 (M.B. du 15 janvier 2018) et du 6 décembre 2018 (M.B. du 4 janvier 2019);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 7 juillet 2011 (M.B. du 29 juillet 2011), du 20 septembre 2018 (M.B. 23 octobre 2018) et du 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (M.B. du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 20 mars 2014 (M.B. du 3 avril 2014), du 20 septembre 2018 (M.B. 23 octobre 2018), du 6 décembre 2018 (M.B. du 4 janvier 2019) et du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, approuvé par le Gouvernement wallon en date 4 mai 2006 (M.B. du 17 mai 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 septembre 2013 (M.B. du 30 septembre 2013), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018) et du 22 août 2019 (M.B. du 28 octobre 2019), du 27 août 2020 (M.B. du 21 septembre 2020) et du 24 juin 2021 (M.B. du 13 juillet 2021);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (M.B. du 3 mai 2012), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018) et du 4 avril 2019 (M.B. du 4 juin 2019);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (M.B. du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (M.B. du 3 mai 2012), du 20 septembre 2018 (M.B. du 23 octobre 2018), du 6 décembre 2018 (M.B. du 4 janvier 2019), du 6 février 2020 (M.B. du 25 février 2020), du 27 août 2020 (M.B. du 21 septembre 2020) et du 24 juin 2021 (M.B. du 13 juillet 2021);

**MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE**

Vu que le projet de modifications de PASH 2020/02 compte 19 demandes de modifications portant particulièrement sur :

. le passage du régime d'assainissement transitoire aux régimes d'assainissement autonome et collectif de l'Avenue Porallée - Dieupart, sur le territoire communal d'Aywaille (modification n° 01.25);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif du Hameau de Kénimont, sur le territoire communal de Lessines (modification n° 02.14);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif d'une zone couvrant une partie de l'ancienne sucrerie de Brugelette (modification n° 02.15);

. le passage des régimes d'assainissement autonome et transitoire aux régimes d'assainissement autonome et collectif du village de Baisy-Thy, sur le territoire communal de Genappe (modification n° 03.23);

. le passage de l'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif du village de Cordes, sur le territoire communal de Frasnes-Lez-Anvaing (modification n° 04.24);

. le passage du régime d'assainissement transitoire aux régimes d'assainissement autonome et collectif du village de Dergneau, sur le territoire de la commune de Frasnes-Lez-Anvaing (modification n° 04.25);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome du village de Howardies, sur le territoire communal de Brunehaut (modification n° 04.26);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome de la rue Sur les Marys, sur le territoire communal de Beyne-Heusay (modification n° 08.52);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome du village d'Elsenborn, sur le territoire communal de Butgenbach (modification n° 08.53); . le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif de la Hebscheider Heide à Lichtenbusch, sur le territoire communal de Raeren (modification n° 08.54);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome du village d'Omal, sur le territoire des communes de Braives et de Geer (modification n° 08.55);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome du village de Julémont, sur le territoire des communes de Blegny, Dalhem et Herve (modification n° 08.56);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome de la zone de loisirs d'Hony, sur le territoire communal d'Esneux (modification n° 10.47);

. le passage du régime d'assainissement collectif au régime d'assainissement autonome de la rue Trou Bottin, sur le territoire communal de Neupré (modification n° 10.48);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif de la rue de Loignerie, sur le territoire communal de Chaudfontaine (modification n° 14.24);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement autonome de la rue Bois Guéau, sur le territoire communal de Beyne-Heusay (modification n° 14.25);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif de la zone d'assainissement communal concerté du lieu-dit « Brossi », sur le territoire communal de Dison (modification n° 14.26);

. le passage du régime d'assainissement transitoire au régime d'assainissement collectif de la zone d'assainissement communal concerté de La Brouck, sur le territoire communal de Trooz (modification n° 14.27);

. le passage des régimes d'assainissement autonome et transitoire au régime d'assainissement collectif de la zone d'activité économique mixte et la zone de services publics et d'équipements communautaires de « La Rochette », sur le territoire des communes de Chaudfontaine et de Trooz (modification n° 14.28);

Considérant que conformément à l'article R.288 § 4 du Code de l'Eau et des articles D.52 à D.61 du Code de l'Environnement, une évaluation environnementale des incidences sous la forme d'un rapport appelé rapport d'incidences environnementales (RIE) a été réalisée pour le projet de modifications de PASH 2020/02;

Considérant que, suivant l'article R.289, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'Eau, le Gouvernement a chargé la SPGE de soumettre ce projet de modifications de PASH ainsi que son RIE à la consultation des communes concernées; des titulaires de prises d'eau potabilisables concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Considérant que complémentaiement, la SPGE a consulté le pôle « Environnement »;

Vu la demande d'avis envoyée le 26 juin 2020 par la SPGE aux communes concernées, aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, aux titulaires de prises d'eau potabilisables concernés et au pôle « Environnement »;

Considérant que, conformément à l'article R.289, § 2, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la SPGE; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu l'avis favorable de la SPGE sur l'ensemble des modifications du projet 2020/02;

Vu l'avis favorable de neuf communes (Aywaille, Beyne-Heysay, Chaudfontaine, Dison, Frasnes-Lez-Anvaing, Genappe, Lessines, Neupré et Raeren) sur le projet de modifications 2020/02;

Vu l'avis réputé favorable (absence d'avis) pour les dix autres communes (Blegny, Braives, Brugelette, Brunehaut, Butgenbach, Dalhem, Esneux, Geer, Herve et Trooz) consultées;

Vu les remarques des communes de Genappe et Chaudfontaine concernant des points d'attention et une demande d'ajout d'un périmètre à modifier;

Vu les réclamations de riverains transmises aux communes de Beyne-Heusay, Chaudfontaine, Frasnes-lez-Anvaing et Genappe et ne concernant que des demandes de compléments d'informations;

Vu l'avis favorable du pôle « Environnement » émis en date du 15 juillet 2020 ainsi que ses remarques sur le projet de modifications de PASH 2020/02;

Vu l'avis favorable pour 14 des 19 modifications, favorable sous condition pour 4 d'entre elles et réservé pour la modification 08.55 du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement sur le projet de modifications;

Vu l'avis réputé favorable (absence d'avis) du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie sur le projet de modifications;

Vu l'avis réputé favorable (absence d'avis) de la SWDE et du Service Communal de Butgenbach, titulaires de prises d'eau concernées par le projet;

Considérant les commentaires apportés par la SPGE et figurant dans le rapport de projet repris en annexe I de l'arrêté;

Vu le rapport relatif au projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique 2020/02, visé à l'annexe I;

Vu la déclaration environnementale sur le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2020/02 élaborée suivant les articles D.60 du Code de l'Environnement et R.289, § 2, du Code de l'Eau, visée à l'annexe II;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2020/02 visé à l'annexe I et la déclaration environnementale visée à l'annexe II.

**Art. 2.** La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 octobre 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe I. — Projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2020/02

Le rapport du projet de modifications de PASH n°2020/02 est composé d'un rapport relatif aux modifications de PASH comprenant les cartes associées à chaque modification, ainsi que le rapport d'évaluation des incidences environnementales (RIE).

Le rapport de projet synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments, ainsi que la déclaration environnementale, peuvent être consultés auprès de la Société Publique de Gestion de l'Eau, 14-16, avenue de Stassart à 5000 NAMUR ainsi que sur le site de la SPGE : <http://www.spge.be> (Rubrique " PASH "; Sous-rubrique " Modifications ponctuelles ").

Annexe II. — Déclaration environnementale sur le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2020/02

La déclaration environnementale a été rédigée conformément à l'article D.60 du Livre Ier du Code de l'Environnement. Elle résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de modifications de PASH 2020/02, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les remarques émises ont été pris en compte.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205448]

**28. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Entwurfs zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02 (betroffene Zwischeneinzugsgebiete: Amel, Dender, Dyle-Gette, Schelde-Leie, Maas stromabwärts, Ourthe und Weser)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel, der von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 (B.S. vom 10. Januar 2006) genehmigt und von ihr am 24. Januar 2013 (B.S. 12. Februar 2013), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018) und am 27. August 2020 (B.S. vom 21. September 2020) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 21. Dezember 2017 (B.S. vom 15. Januar 2018) und am 6. Dezember 2018 (B.S. vom 4. Januar 2019) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 7. Juli 2011 (B.S. vom 29. Juli 2011), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018) und am 6. Februar 2020 (B.S. vom 25. Februar 2020) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie, der von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 (B.S. vom 10. Januar 2006) genehmigt und von ihr am 20. März 2014 (B.S. vom 3. April 2014), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018), am 6. Dezember 2018 (B.S. vom 4. Januar 2019) und am 4. April 2019 (B.S. vom 4. Juni 2019) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts, der von der Wallonischen Regierung am 4. Mai 2006 (B.S. vom 17. Mai 2006) genehmigt und von ihr am 19. September 2013 (B.S. vom 30. September 2013), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018), am 22. August 2019 (B.S. vom 28. Oktober 2019), am 27. August 2020 (B.S. vom 21. September 2020) und am 24. Juni 2021 (B.S. vom 13. Juli 2021) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 19. April 2012 (B.S. vom 3. Mai 2012), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018) und am 4. April 2019 (B.S. vom 4. Juni 2019) abgeändert wurde;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser, der von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 (B.S. vom 2. Dezember 2005) genehmigt und von ihr am 19. April 2012 (B.S. vom 3. Mai 2012), am 20. September 2018 (B.S. vom 23. Oktober 2018), am 6. Dezember 2018 (B.S. vom 4. Januar 2019), am 6. Februar 2020 (B.S. vom 25. Februar 2020), am 27. August 2020 (B.S. vom 21. September 2020) und am 24. Juni 2021 (B.S. vom 13. Juli 2021) abgeändert wurde;

**ABÄNDERUNGEN IM SANIERUNGSPLAN PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET**

Aufgrund der Tatsache, dass der Entwurf für Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02 neunzehn Anträge auf Abänderungen enthält, die sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen bzw. kollektiven Sanierungsverfahren für die Avenue Porallée - Dieupart, auf dem Gebiet der Gemeinde Aywaille (Abänderung Nr. 01.25);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weiler Kénimont auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Abänderung Nr. 02.14);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für ein Gebiet, das einen Teil der ehemaligen Zuckerfabrik von Brugelette abdeckt (Abänderung Nr. 02.15);
- . den Übergang vom autonomen bzw. vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen bzw. kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Baisy-Thy auf dem Gebiet der Gemeinde Genappe (Abänderung Nr. 03.23);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Cordes auf dem Gebiet der Gemeinde Frasnes-Lez-Anvaing (Abänderung Nr. 04.24);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen bzw. kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Dergneau auf dem Gebiet der Gemeinde Frasnes-Lez-Anvaing (Abänderung Nr. 04.25);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Howardies auf dem Gebiet der Gemeinde Brunehaut (Abänderung Nr. 04.26);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf José auf dem Gebiet der Gemeinden Herve und Soumagne (Abänderung Nr. 08);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Elsenborn auf dem Gebiet der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 08.53);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Hebscheider Heide in Lichtenbusch auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr.08.54);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Omal auf dem Gebiet der Gemeinden Braives und Geer (Abänderung Nr. 08.55);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Julémont auf dem Gebiet der Gemeinden Blégny, Dalhem und Herve (Abänderung Nr. 08.56);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet von Hony, auf dem Gebiet der Gemeinde Esneux (Abänderung Nr. 10.47);
- . den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Trou Bottin" auf dem Gebiet der Gemeinde Neupré (Abänderung Nr. 10.48);
- . den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue de Loignerie auf dem Gebiet der Gemeinde Chaudfontaine (Abänderung Nr. 14.24);

. den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue Bois Guéau auf dem Gebiet der Gemeinde Beyne-Heusay (Abänderung Nr. 14.25);

. den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Sanierung am Ort genannt Brossi auf dem Gebiet der Gemeinde Dison (Abänderung Nr. 14.26); den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Sanierung am Ort genannt La Brouck auf dem Gebiet der Gemeinde Trooz (Abänderung Nr. 14.27);

. den Übergang vom autonomen bzw. vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das gemischte Gewerbegebiet und das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen "La Rochette" auf dem Gebiet der Gemeinden Chaudfontaine und Trooz (Abänderung Nr. 14.28);

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches und der Artikel D.52 bis D.61 des Umweltgesetzbuches für den Entwurf für Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02 eine Umweltverträglichkeitsprüfung in der Form eines Umweltverträglichkeitsberichts (UVB) durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel R.289 § 1 des Wassergesetzbuches die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (SPGE) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des SpZeg sowie seinen UVB den betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Beratung vorzulegen;

In der Erwägung zusätzlich, dass die SPGE den Pool "Umwelt" zu Rate gezogen hat;

Aufgrund des Antrags auf eine Stellungnahme, der am 26. Juni 2020 den betroffenen Gemeinden, den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und dem Pool "Umwelt" durch die SPGE zugeschickt wurde;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel R.289 § 2 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der SPGE übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme der SPGE über die gesamten projektierten Abänderungen des Projekts 2020/02;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme von neun Gemeinden (Aywaille, Beyne-Heusay, Chaudfontaine, Dison, Frasnes-Lez-Anvaing, Genappe, Lessines, Neupré und Raeren) über das Abänderungsprojekt 2020/02;

Aufgrund der als günstig geltenden (nl. fehlenden) Stellungnahme von zehn anderen zu Rate gezogenen Gemeinden (Blégny, Braives, Brugelette, Brunehaut, Bütgenbach, Dalhem, Esneux, Geer, Herve et Trooz);

Aufgrund der Bemerkungen der Gemeinden Genappe und Chaudfontaine über bestimmte wichtige Punkte und des Antrags auf Hinzufügung eines zu ändernden Areal;

Aufgrund der den Gemeinden Beyne-Heusay, Chaudfontaine, Frasnes-Lez-Anvaing und Genappe von den Anwohnern übermittelten Beschwerden, die lediglich Anfragen auf zusätzliche Informationen betreffen;

Aufgrund der am 15. Juli 2020 abgegebenen günstigen Stellungnahme des Pools "Umwelt" sowie seiner Bemerkungen über das Projekt zu den Abänderungen im PASH 2020/02;

Aufgrund der Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die für 14 von 19 Änderungen günstig ist, für 4 Änderungen bedingt günstig ist, und für die Änderung 08.55 Vorbehalte enthält;

Aufgrund der als günstig geltenden (nl. fehlenden) Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zu dem Entwurf der Abänderungen;

Aufgrund der als günstig geltenden (nl. fehlenden) Stellungnahme der SWDE und des kommunalen Dienstes von Bütgenbach, die einige von dem Projekt betroffene Wasserentnahmeanlagen besitzen;

In Erwägung der von der SPGE geäußerten Kommentare, die im Projektbericht in Anhang I zum Erlass enthalten sind;

Aufgrund des Berichts über den Entwurf für Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet 2020/02, der in Anhang I erwähnt wird;

Aufgrund der nach den Artikeln D.60 des Umweltgesetzbuches und R.289 § 2 des Wassergesetzbuches erstellten Umwelterklärung über den Entwurf der Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02, die in Anhang II erwähnt wird;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02 sowie die in Anhang II erwähnte Umwelterklärung.

**Art. 2** - Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Oktober 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang I - Entwurf zu den Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02

Der Bericht über den Entwurf für Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02 besteht aus einem Bericht über die Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet, der die Karten, die mit jeder Abänderung verbunden sind, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) enthält.

In diesem Projektbericht werden Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht umfasst ebenfalls die erforderlichen Anpassungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Gebiets der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente sowie die Umwelterklärung können bei der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE"), 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "SPGE" <http://www.spge.be> (Rubrik "PASH"; Unterrubrik "Modifications ponctuelles") eingesehen werden.

Anhang II - Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2020/02

Die Umwelterklärung wurde gemäß Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfasst. Sie fasst zusammen, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Entwurf zu den Abänderungen im Sanierungsplan 2020/02 pro Zwischeneinzugsgebiet eingegliedert und der Umweltverträglichkeitsbericht und die geäußerten Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

## VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/205448]

#### **28 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02 - (betrokken onderstroomgebieden: Amblève, Dender, Dijle-Gete, Schelde-Leie, de stroomafwaartse Maas, Ourthe en Vesder)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.216 tot D.218 en R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève dat op 22 december 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 24 januari 2013 (B.S. van 12 februari 2013), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018) en 27 augustus 2020 (B.S. van 21 september 2020);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender dat op 10 november 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 21 december 2017 (B.S. van 15 januari 2018) en 6 december 2018 (B.S. van 4 januari 2019);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete dat op 10 november 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 7 juli 2011 (B.S. van 29 juli 2011), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018) en 6 februari 2020 (B.S. van 25 februari 2020);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie dat op 22 december 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 20 maart 2014 (B.S. van 3 april 2014), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018), 6 december 2018 (B.S. van 4 januari 2019) en 4 april 2019 (B.S. van 4 juni 2019);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas, dat op 4 mei 2006 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 17 mei 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 september 2013 (B.S. van 30 september 2013), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018) en 22 augustus 2019 (B.S. van 28 oktober 2019), 27 augustus 2020 (B.S. van 21 september 2020) en 24 juni 2021 (B.S. van 13 juli 2021);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dat op 10 november 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (B.S. van 3 mei 2012), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018) en 4 april 2019 (B.S. van 4 juni 2019);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder, dat op 10 november 2005 door de Waalse Regering is goedgekeurd (B.S. van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (B.S. van 3 mei 2012), 20 september 2018 (B.S. van 23 oktober 2018), 6 december 2018 (B.S. van 4 januari 2019), 6 februari 2020 (B.S. van 25 februari 2020), 27 augustus 2020 (B.S. van 21 september 2020) en 24 juni 2021 (B.S. van 13 juli 2021);

#### WIJZIGINGEN VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2020/02 19 aanvragen tot wijzigingen telt, die in het bijzonder betrekking hebben op:

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor de "Avenue Porallée -Dieupart", op het gemeentelijke gebied van Aywaille (wijziging nr. 01.25);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Hameau de Kénimont", op het gemeentelijke gebied van Lessen (wijziging nr. 02.14);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gebied dat een deel van de voormalige suikerfabriek van Brugelette beslaat (wijziging nr. 02.15);

. de overgang van de autonome en tijdelijke saneringsstelsels naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp "Baisy-Thy", op het gemeentelijke gebied van Genepiën (wijziging nr. 03.23);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp "Cordes", op het gemeentelijke gebied van Frasnes-Lez-Anvaing (wijziging nr. 04.24);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp "Dergneau", op het gemeentelijke gebied van Frasnes-Lez-Anvaing (wijziging nr. 04.25);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp "Howardies", op het gemeentelijke gebied van Brunehaut (wijziging nr. 04.26);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Sur les Marys", op het gemeentelijke gebied van Beyne-Heusay (wijziging nr. 08.52);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp "Elsborn", op het gemeentelijke gebied van Bütgenbach (wijziging nr. 08.53);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Hebscheider Heide" te Lichtenbusch, op het gemeentelijke gebied van Raeren (wijziging nr. 08.54);

. de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp "Omal", op het gebied van de gemeenten Braives en Geer (wijziging nr. 08.55);

- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp "Julémont", op het gebied van de gemeenten Blegny, Dalhem en Herve (wijziging nr. 08.56);
- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het recreatiegebied van Hony, op het gemeentelijke gebied van Esneux (wijziging nr. 10.47);
- . de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de "rue Trou Bottin", op het gemeentelijke grondgebied van Neupré (wijziging nr. 10.48);
- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Loignerie", op het gemeentelijke gebied van Chaudfontaine (wijziging nr. 14.24);
- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Bois Guéau", op het gemeentelijke gebied van Beyne-Heusay (wijziging nr. 14.25);
- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied waarvan de sanering door de gemeente onderworpen is aan een overleg van het gehucht "Brossi", op het gemeentelijke gebied van Dison (wijziging nr. 14.26);
- . de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied waarvan de sanering door de gemeente onderworpen is aan een overleg van "La Brouck", op het gemeentelijke gebied van Trooz (wijziging nr. 14.27);
- . de overgang van de autonome en tijdelijke saneringsstelsels naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de gemengde bedrijfsruimte en het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen "La Rochette", op het gebied van de gemeenten Chaudfontaine en Trooz (wijziging nr. 14.28);

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek en de artikelen D.52 tot D.61 van het Milieuwetboek, een milieueffectbeoordeling is uitgevoerd in de vorm van een rapport, milieueffectrapport (MER) genoemd, voor het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2020/02;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook het milieueffectrapport (MER) te onderwerpen aan de raadpleging van de betrokken gemeenten, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de "SPGE" de Beleidsgroep "Leefmilieu" ter aanvulling heeft geraadpleegd;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 26 juni 2020 door de "SPGE" aan de betrokken gemeenten, aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst, aan de betrokken houder van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de Beleidsgroep "Leefmilieu";

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.289, § 2, van het Waterwetboek, de adviezen binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op het gunstig advies van de "SPGE." betreffende alle wijzigingen van het project 2020/02;

Gelet op het gunstig advies van de 9 gemeenten (Aywaille, Beyne-Heusay, Chaudfontaine, Dison, Frasnes-Lez-Anvaing, Genepiën, Lessen, Neupré en Raeren) betreffende het ontwerp tot wijziging 2020/02;

Gelet op het gunstig geacht advies van de tien andere geraadpleegde gemeenten (Blegny, Braives, Brugelette, Brunehaut, Bütgenbach, Dalhem, Esneux, Geer, Herve et Trooz);

Gelet op de opmerkingen van de gemeenten van Genepiën en Chaudfontaine betreffende aandachtspunten en een verzoek om toevoeging van een te wijzigen omtrek;

Gelet op de bezwaren van buurtbewoners overgemaakt aan de gemeenten Beyne-Heusay, Chaudfontaine, Frasnes-lez-Anvaing en Genepiën en dat deze enkel betrekking hebben op verzoeken om nadere informatie;

Gelet op het gunstig advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", uitgebracht op 15 juli 2020, alsook de opmerkingen betreffende het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02;

Gelet op het gunstig advies voor 14 van de 19 wijzigingen, het voorwaardelijk gunstig advies voor 4 ervan en het voorbehouden advies voor wijziging nr. 08.55 van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu betreffende het ontwerp tot wijziging;

Get op het gunstig geacht advies (gebrek aan advies) van de "SPW" Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie over het ontwerp tot wijzigingen;

Gelet op het gunstig geacht advies (gebrek aan advies) van de "SWDE" en de Gemeentedienst van Bütgenbach, houders van waterwinningen betrokken bij het project;

Gelet op de opmerkingen vanuit de "SPGE" vermeld in het ontwerpverslag opgenomen in bijlage I van het besluit;

Gelet op het rapport betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2020/02, bedoeld in bijlage I;

Gelet op de milieuverklaring betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02 uitgewerkt overeenkomstig de artikelen D.60 van het Milieuwetboek en R.289, § 2, van het Waterwetboek, bedoeld in bijlage II;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02 bedoeld in bijlage I, en de milieuverklaring bedoeld in bijlage II worden door de Regering goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 oktober 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Bijlage I. — Ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02

Het rapport van het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02 bestaat uit een rapport met betrekking tot de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten, alsook het milieueffectenrapport (MER).

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit rapport van ontwerp samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze bestanddelen, alsook de milieuverklaring, liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), 14-16, avenue de Stassart, te 5000 NAMEN, en kunnen ook op de website van de "SPGE" ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "PASH"; Onderrubriek "Modifications ponctuelles").

Bijlage II. — Milieuverklaring met betrekking tot het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2020/02

De milieuverklaring is opgesteld overeenkomstig artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Ze is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2020/02, en waarop het milieueffectenrapport en opmerkingen in overweging werden genomen.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/42959]

21 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 9bis ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services ;

Vu le test égalité des chances, réalisé le 18 décembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 janvier 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Vu l'avis de Brupartners.brussels, donné le 18 mars 2021 ;

Vu l'avis 69.412/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 juin 2021 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis 156/2021 du 10 septembre 2021 de l'Autorité de Protection des données ;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 juillet 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe premier, 2<sup>e</sup> tiret est complété par les phrases suivantes :

« Le parcours de validation des compétences est considérée comme un objectif de spécialisation ou de mobilité professionnelle du travailleur titres-services au sein du secteur titres-services ou au sein de tout autre secteur. Ce parcours comprend l'accompagnement, la préparation et le passage des épreuves en vue de certifier les compétences détenues. » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 du paragraphe 2 est complété par la phrase suivante :

« Elle peut être dispensée en présentiel ou à distance. » ;

3<sup>o</sup> l'alinéa 4 du paragraphe 2 est complété par la phrase suivante :

« Elle peut être dispensée en présentiel ou à distance. » ;

4<sup>o</sup> l'article 2 est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque la formation est dispensée à distance, elle doit répondre aux critères minimaux suivants :

1<sup>o</sup> la demande d'approbation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup> d'une formation dispensée en distanciel contient une motivation spécifique précisant les raisons pour lesquelles le distanciel apporte soit un bénéfice équivalent

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/42959]

21 OKTOBER 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikel 9bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op de gelijkkansentest, uitgevoerd op 18 december 2020 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 januari 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Brupartners.brussels, gegeven op 18 maart 2021 ;

Gelet op het advies 69.412/1 van de Raad van State, gegeven op 16 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies 156/2021 van 10 september 2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Op de voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, voor het laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 juli 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> het 1ste paragraaf, tweede streepje wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Het proces van competentievalidering wordt beschouwd als een doelstelling van specialisatie of professionele mobiliteit van de dienstenchequewerknemer binnen de dienstenchequesector of binnen gelijk welke andere sector. Dit proces omvat de begeleiding, de voorbereiding en het afleggen van de testen om de verworven vaardigheden te certificeren.”;

2<sup>o</sup> lid 3 van paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende zin:

“Ze kan worden gegeven via contactonderwijs of op afstand.”;

3<sup>o</sup> lid 4 van paragraaf 2 wordt aangevuld met volgende zin:

“Ze kan worden gegeven via contactonderwijs of op afstand.”;

4<sup>o</sup> artikel 2 wordt aangevuld met een paragraaf 4, die als volgt luidt:

“§ 4. Wordt de opleiding op afstand gegeven, dan moet ze voldoen aan onderstaande minimale criteria:

1<sup>o</sup> de aanvraag voor de goedkeuring, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van een opleiding op afstand bevat een specifieke motivatie met daarin de redenen waarom een opleiding op afstand ofwel een gelijkaardig